

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CLESSE

OBJET : Révision des attributions de compensation et approbation du rapport de la CLECT

Le vingt-neuf janvier deux mil vingt-six, le Conseil Municipal de la Commune de Clessé dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Mme Christine SOULARD, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : 23 janvier 2026

Présents : Christine SOULARD - Jean-Marie BIRTÈGUE - Nadia BLANCHARD - Mickaël AIGUILLON - Dominique LIAULT - Carine BLANCHARD - Christine ROCHER - Eloïse GERMAIN - Jacques PEROCHON - Myriam GERMAIN - Sébastien QUINAULT

Absents Excusés : Sébastien PLAUD - Yannick BOIZUMEAU - Danielle GUIGNARD

Secrétaire : Sébastien QUINAULT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C point V 1°bis en vertu duquel la révision libre des attributions de compensation doit tenir compte du dernier rapport de la Commission Locales d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 29 octobre 2025 ;

Vu le pacte fiscal et financier approuvé par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération le 22 mars 2022 et notamment l'action D-3 « Renforcer et assurer l'équilibre financier des services mutualisés suivants : Informatique, ADS, architecte conseil et bureau d'études » ;

Vu la délibération du conseil communautaire DEL-CC-2022-078 approuvant la création et la convention d'adhésion au service commun ADS Application Droit Sols ;

Vu la délibération DEL-CC-2025-103 approuvant la répartition des charges d'évolution du Plan d'Urbanisme Intercommunal du Bocage Bressuirais ;

Vu la délibération DEL-CC-2025-110 relative à la gestion des bâtiments affectés à la compétence "Enfance" par les communes et le montant des transferts de charges.

La révision des attributions de compensation est conséquente de trois dispositifs :

1 - Mutualisation du service « ADS » Application Droit Sols

Le comité de pilotage « Mutualisation du service Autorisation du Droit des Sol » réuni le 10 octobre 2025 a déterminé la répartition des charges du service mutualisé.

Ces charges calculées en année N, correspondent aux montants réels constatés en année N-1.

Cette répartition s'effectue entre les communes adhérentes sur la base d'une répartition mixte nombre d'EPC (équivalents PC)/ Nombre d'habitants (70/30).

Les montants correspondants sont ensuite imputés sur le montant de l'attribution de compensation (AC) de l'année N+1.

Pour 2025, le montant tient donc compte du coût réel des charges de l'année 2024, elles impacteront les AC 2026.

2 – Plan Local d'Urbanisme Intercommunal – participation financière des communes

Les dépenses relatives à l'évolution du PLUi sont prévues annuellement au budget principal de la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais. Le financement des charges relatives aux études est réparti à 50/50 entre la Communauté d'Agglomération du Bocage Bressuirais et l'ensemble des 33 communes.

La participation des communes pour 2025 s'élève à 93.000 € et sera imputée sur les AC 2026. La répartition entre les communes s'appuie sur la population communale, la part de la zone U communale et la part de la surface communale.

3 – Nouvelles modalités de gestion des bâtiments affectés à la compétence Enfance

L'analyse budgétaire des coûts des bâtiments Enfance permet d'identifier un coût global à restituer aux communes de l'ordre de 309.324 €. Il est réparti selon les surfaces des locaux utilisés pour les besoins réels de l'accueil d'enfants en 2024.

	AC de base 2026	ADS	IFER	PLUi	Enfance	AC 2026
L'ABSIE	145 706,09	5 731,02		1 290,04	3 853,16	142 538,19
ARGENTONNAY	-32 225,39	13 371,97		5 485,98	8 777,85	-42 305,49
BOISME	78 895,62	3 901,97		1 732,54	5 597,93	78 859,04
BRESSUIRE	3 384 239,83	71 191,14		20 846,32	90 966,69	3 383 169,06
BREIGNOLLES	-31 467,55	3 537,23		912,68	4 143,44	-31 774,02
CERIZAY	1 975 190,06	18 317,29		4 880,39	31 329,73	1 983 322,11
CHANTELOUP	24 446,89	3 048,93		1 508,75	3 053,19	22 942,40
LA CHAPELLE ST LAURENT	230 362,70	8 169,33		2 403,40	9 648,70	229 438,67
CHICHE	235 927,36	7 423,87		2 432,72	4 252,07	230 322,84
CIRIERES	-19 396,16	3 253,07		1 072,32	3 342,25	-20 379,30
CLESSE	64 685,77	3 969,87		1 275,57	2 094,27	61 534,60
COMBRAND	43 687,40	5 493,42		1 431,37	3 975,59	40 738,20
COURLAY	249 179,41	8 122,77		2 647,94	10 750,00	249 158,70
FAYE L'ABBESSE	74 325,93	3 849,88		1 535,44	3 576,68	72 517,29
LA FORET SUR SEVRE	69 578,72	8 410,84		3 094,28	9 825,14	67 898,74
GEAY	-5 959,28	1 007,60		678,42	0,00	-7 645,30
GENNETON	-22 986,72	1 451,94		839,17	0,00	-25 277,83
LARGEASSE	168 882,88	3 161,21		1 337,00	4 425,44	168 810,11
MAULEON	258 522,97	32 478,30		10 542,76	38 218,59	253 720,50
MONCOUTANT SUR SEVRE	528 723,85	22 350,55		6 438,80	18 796,92	518 731,42
MONTRAVERS	-22 347,13	1 780,49		467,55	0,00	-24 595,17
NEUVY BOUIN	28 616,04	2 154,62		899,65	2 330,24	27 892,01
NUEIL LES AUBIERS	349 142,55	19 430,88	17 548,00	7 139,15	14 261,32	354 381,84
LA PETITE BOISSIERE	43 681,21	2 602,97		825,20	3 656,77	43 909,81
LE PIN	144 418,58	4 176,92		1 491,49	10 351,09	149 101,26
SAINT AMAND SUR SEVRE	62 943,19	5 592,60		1 812,61	6 053,60	61 591,58
SAINT ANDRE SUR SEVRE	-15 360,31	2 786,28		821,55	0,00	-18 968,14
SAINT AUBIN DU PLAIN	18 168,42	2 574,72		957,69	2 155,65	16 791,66
VOULMENTIN	-54 831,18	3 726,07		1 610,06	5 264,07	-54 903,24
SAINT MAURICE ETUSSON	-31 559,40	4 362,32	3 509,60	1 915,97	3 322,61	-31 005,48
SAINT PAUL EN GATINE	17 185,77	1 875,95		740,28	0,00	14 569,54
ST PIERRE DES ECHAUBROGNES	102 922,91	5 428,83		1 708,03	5 301,20	101 087,25
TRAYES	-2 993,04	442,74		224,86	0,00	-3 660,64
TOTAL	8 060 307,99	285 177,59	21 057,60	92 999,98	309 324,19	8 012 512,21

Le conseil après avoir délibéré, décide :

- **D'approuver la révision des attributions de compensation telle que présentées et répertoriées dans le tableau ci-annexé, avec une réserve sur**

le montant des transferts de charge de 2 094.27 € sur la partie enfance de Clessé, montant jugé insuffisant au vu des modalités de gestion dans le cadre du retour des bâtiments enfance aux communes ;

- **D'approuver le rapport de la CLECT du 29 octobre 2025**
- **D'autoriser Madame le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.**

Ainsi fait et délibéré en Mairie les jour mois et an que-dessus

Publié ce jour

Certifié exécutoire

Le Maire :

A black ink signature, appearing to be a stylized 'J' or 'L' followed by a horizontal stroke.

Le Secrétaire de séance :

A blue ink signature, consisting of several loops and a long horizontal stroke.